Par XAVIER RAUFER
criminologue

En finir avec les faux diagnostics

L'affaire Mohamed Merah aidant, voici les "quartiers chauds" revenus au centre des débats de l'élection présidentielle. Sont-ils des pépinières à djihadistes ? Des couveuses pour bandits ? Alimentés par cent poncifs et idées reçues, les commentaires coulent à flots, issus de la culture de l'excuse, et véhiculés par nombre de journalistes et politiciens.

Or, confronté aux faits et chiffres, ce catéchisme lacrymal a pour caractéristique majeure d'être entièrement et matériellement faux.

Rappel de la ritournelle des Diafoirus-sociologues : dans des "quartiers pauvres" et "territoires de relégation", croupirait toute une "jeunesse abandonnée et méprisée"… "moins dangereuse qu'en danger", des damnés de la terre condamnés à "une vie de galère" et ne recherchant finalement qu'"un peu d'attention et de reconnaissance".

PATRICK IAFRATE

En tenant compte des milliards de la drogue, le "9-3" est sans doute l'un des départements les plus riches de France.

Observons d'abord que cette doctrine misérabiliste n'a absolument rien de marxiste, Karl Marx lui-même qualifiant férocement ce *Lumpenproletariat* ("prolétariat en haillons") de "racailles". On est là à mi-chemin entre le pire mélodrame hugolien et l'abbé Pierre du crépuscule – le tout dans un total mépris de réalités manifestes et établies. Qu'on en juge.

– Misère (entraînant et expliquant la révolte et la violence) ? faux ! D'après l'Insee, la Seine-Saint-Denis est le quinzième département le plus riche de France – compte non tenu, par définition, de l'économie souterraine qui l'irrigue. En y ajoutant les milliards de la drogue, le "9-3" est sans doute en réalité parmi les cinq départements les plus riches de France.

– Quels sont à l'inverse les plus pauvres ? L'Ariège (91e), le Cantal (92e) et la Creuse (96e). Ajoutons un taux de pauvreté de 19 % dans un tiers des départements ruraux de France métropolitaine – c'est-à-dire plus élevé que dans le "9-3". Plus largement, souligne lumineusement le géographe Christophe Guilluy, *« 85 % des ménages pauvres ne vivent pas dans les quartiers sensibles et… la majorité des chômeurs de longue durée se répartit sur l'ensemble du territoire »*. Or, où brûlent les voitures ? Où tire-t-on à la kalachnikov sur les policiers ? Dans la Creuse ou en Seine-Saint-Denis ?

– Les pauvres "assignés à résidence", dans de lointains territoires de relégation ? Archifaux, là encore ! À l'échelle du Bassin parisien dans son entier, la Seine-Saint-Denis est dans une position confortablement centrale, non dans une lointaine bordure – et dans les "zones urbaines sensibles" (Zus) de ce département, comme dans celles des autres de la région parisienne, la mobilité de la population est la plus élevée de France (taux de mobilité de 61 %, selon l'Observatoire national des Zus).

– Les quartiers sensibles représentent la jeunesse, la France rurale n'étant plus peuplée que de paysans âgés ? Faux ! Ces quartiers et cités ne rassemblent que 9 % de la jeunesse (l'Insee, toujours), la France périphérique au contraire (grande banlieue et villes-satellites des métropoles) abritant un jeune sur trois de 18-24 ans – et ce, avec un taux de criminalité fort bas.

Ajoutons que l'espace rural (18 % de la population métropolitaine, 11 millions d'habitants) compte désormais 32 % d'ouvriers, 27 % d'employés – et seulement 7 % d'agriculteurs… sans que nulle déprédation ou exaction ne s'y commette, ou presque.

Industrielle ou rurale, cette France périurbaine est celle des précaires, agriculteurs percevant les minima sociaux, ouvriers pauvres, travailleurs à temps partiel. Cette "France des plans sociaux" abrite les nouvelles classes populaires évincées des grandes métropoles (centre-ville et première couronne) – désormais fiefs de la bourgeoisie-bohème ("bobo") et des immigrés récents. Or quoique victime de la recomposition sociale du territoire, cette France périphérique est calme. Malgré une pauvreté invisible, la délinquance y est rare et la criminalité, plutôt exceptionnelle.

Avec une insondable morgue, les journalistes "tendance bobo" dénigrent cependant cette France périphérique et sa "logique de repli". Alors que, pour ces populations victimes de la mondialisation et de la prédation financière, il s'agit, tout au contraire, d'une demande de protection.

Or il est crucial de poser justement ce diagnostic, sans se laisser emporter par des lubies idéologiques ou par un sentimentalisme niais. Car, de même qu'on ne raisonne pas juste sur des figures fausses, on ne peut édifier de politique efficace sur des concepts erronés. Pourtant, c'est ce que l'on fait depuis trente ans sous le nom – déjà absurde – de "politique de la ville".

Comme de l'eau dans un trou, cette "politique" déverse des milliards d'euros dans des programmes immobiliers opaques et dans d'incontrôlables subventions : 550 millions d'euros en 2012 pour la politique de la ville ; 390 millions pour la "cohésion sociale et l'égalité des chances", nom fort noble pour ce qui ressemble souvent à du racket ou du chantage à l'émeute. À la lumière des réalités que je viens d'énoncer, c'est cette politique-là, d'abord, qu'il faut revoir de fond en comble. Administré à partir d'un faux diagnostic, un médicament n'a aucune chance, jamais, de faire le moindre effet ! ●

Sur Internet : www.xavier-raufer.com